

48

EXTRAIT

du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 24 Juin 2016

Date de convocation : le 14 Juin 2016

Présidence : Mr SIMÉON Serge

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

Conseillers Municipaux présents : Mrs MODARELLI Joseph- MANNEL Bruno- BLANGIS Charles - THEBERT Thierry -Mmes MANESSE Joëlle- PIERARD Isabelle - DRUESNE Nadine - GRENIER Brigitte - Mrs DRUENNE Guy- RICHARD Michel- LEGRAND Jean-Claude - Mmes DORLOT Annie- CLERC Sylvie - LEGRAND Michaëlle - REZGUI Brigitte- Mrs CHRETIEN Serge- DESCAMPS Olivier- BIHANGOU BOUMBA André- BURLION Jean- Paul -JANTI Jacques - Mme HIBOUX Carole

Conseillers Municipaux représentés : Mmes GAUDET Aline (procuration à Mr DRUENNE Guy)- CAMPIN Françoise (procuration à Mme MANESSE Joëlle) - LEMOINE Marie-Thérèse (procuration à Mme DRUESNE Nadine) - PLAQUIN Angélique (procuration à Mr SIMEON Serge) -Mrs CHAPEL Cyril (procuration à Mme GRENIER Brigitte) - COULON Laurent (procuration à Mr JANTI Jacques - Mme DECRESSONNIERE Sylvie (procuration à Mme HIBOUX Carole)

Conseillers Municipaux absents : 0

Conseillers Municipaux décédés : 0

Conseillers Municipaux démissionnaires : 0

Secrétaire de Séance : Mme CLERC Sylvie

OBJET :

Débat sur les orientations

générales du Projet

D'Aménagement et de Développement

Durables (PADD).

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L 151-1 et suivants et les articles R 151-1 et suivants,

Vu la délibération du 21 octobre 2013 prescrivant la révision du PLU et la délibération du 24 Juin 2015 complétant celle du 21 Octobre 2013 concernant les objectifs de cette révision et les modalités de la concertation,

Monsieur le Maire, accompagné du bureau d'études Environnement-Conseil - Groupe Auddicé, présente au Conseil Municipal les grandes orientations du PADD, ainsi que les différents objectifs associés, en termes de :

Orientation 1 : Développement démographique et habitat

Quelques élus font part de leur étonnement concernant les données INSEE, notamment sur la thématique des logements vacants (le taux supérieur paraît élevé).

Monsieur le Maire indique avoir déjà fait part de réserves quant à l'utilisation des données INSEE ; il précise que les résidents de plusieurs établissements de moyen et long séjour ne sont pas recensés sur la commune.

Madame SCHMITT souligne que les données INSEE, malgré les critiques qu'elles peuvent susciter, constituent les seules données officielles sur la base desquelles les services de l'Etat analyseront le projet ; ce sont les seules données statistiques qui, sur une même période, permettant de comparer des données entre elles (population, logements...). Pour le moment, ce sont les données INSEE 2012 qui constituent les données les plus récentes.

Un élu souligne être défavorable au développement de logements de type F2 et F3 et plus globalement au développement de logements aidés.

Madame SCHMITT rappelle que les objectifs en termes de typologie de logements, de mixité sociale et de production de logements aidés, émanent directement de documents supra-communaux, à savoir le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Cambrésis, et du Programme Local de l'Habitat de la 4C qui entrera en vigueur très prochainement.

Orientation 2 : Fonctionnement urbain du territoire, cadre de vie et déplacements

Un élu s'interroge sur le devenir de l'ancienne STEP située en zone inondable. Il est précisé que pendant les travaux de construction de la nouvelle STEP, elle sera conservée, mais qu'elle a vocation à terme à être démantelée. Par la suite, une station de relevage sera installée sur le site.

Orientation 3 : Patrimoine environnemental, paysager et bâti

Un élu ne partage pas la volonté de la majorité municipale, de renaturer les friches situées au Sud du territoire. Il souhaiterait que de nouvelles activités économiques puissent y être localisées, compte-tenu de la situation de ces friches près de la gare, sur une ligne de fret qui est amenée à être renforcée dans les années à venir. Monsieur le Maire rappelle qu'une zone a été ciblée par le SCoT pour le développement économique sur le territoire : il s'agit de la zone des Quatre Vaux.

Il est toutefois demandé à ce que la possibilité d'un développement d'activités logistiques sur ce site soit étudié, et non exclu d'office.

Un élu demande si l'identification de cônes de vue remarquables en limite communale, pourrait bloquer un projet éolien sur une commune voisine. Madame SCHMITT précise qu'à l'échelle d'un PLU communal, il n'est pas possible d'influer sur les projets d'une commune limitrophe sous l'angle du paysage ou du cadre de

vie ; ce sont les limites des documents d'urbanisme communaux.
Ces réflexions sur la préservation du paysage par exemple, ont
davantage leur place dans un document d'urbanisme d'échelle
intercommunale : un PLU.

Orientation 4 : Développement économique

Cette orientation ne suscite pas de débat complémentaire à celui
concernant le devenir des friches en partie Sud du territoire, déjà
abordé dans l'orientation n°3.

Orientation 5 : Nuisances et risques

Cette orientation ne suscite pas de débat.

Monsieur le Maire indique que la présente délibération atteste
que le débat sur les Orientations Générales du Projet d'Aménagement
et de Développement Durables a eu lieu.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE DU 24 JUIN 2016



Serge SIMÉON
Maire du CATEAU-CAMBRÉSIS

Acte rendu exécutoire après transmission en Sous-Préfecture le **7 JUIL. 2016**
et à la publication en date du 26 Juin 2016